



Organisation
internationale
du Travail

► Rapport phare de l'OIT

Emploi et questions sociales dans le monde

Tendances 2024

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La reprise économique a ralenti...

L'environnement macroéconomique s'est nettement dégradé au cours de l'année 2023. Les tensions géopolitiques ainsi que la persistance et l'aggravation de l'inflation ont poussé les banques centrales à intervenir fréquemment et agressivement. Les autorités monétaires des économies avancées et émergentes ont procédé au relèvement des taux d'intérêt le plus rapide depuis les années 1980, ce qui a eu de fortes répercussions au niveau mondial. Les grandes économies émergentes telles que la Chine, la Türkiye et le Brésil ont considérablement ralenti, entraînant des retombées négatives pour l'activité industrielle, l'investissement et le commerce au niveau mondial. La croissance dans les économies avancées a été presque divisée par deux. Étant donné que l'inflation s'écarte de manière importante et très persistante des objectifs, les banques centrales ne devraient pas trop desserrer les conditions monétaires, au moins jusqu'à la fin de 2024. Par conséquent, la reprise économique et sociale après la pandémie reste inachevée et de nouvelles vulnérabilités érodent les progrès en matière de justice sociale.

... tandis que la croissance de l'emploi s'est avérée résiliente et que le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas...

Malgré le ralentissement économique, la croissance mondiale en 2023 a été légèrement supérieure aux prévisions et les marchés du travail ont fait preuve d'une étonnante résilience. Grâce à une forte croissance de l'emploi, le taux de chômage et le déficit d'emplois sont tombés au-dessous des valeurs antérieures à la pandémie. Le taux de chômage mondial a atteint 5,1 pour cent en 2023, en légère amélioration par rapport à 2022. Le déficit d'emplois s'est également atténué, mais il est resté élevé, s'établissant à près de 435 millions. En outre, en 2023 les taux d'activité se sont largement redressés comparé aux niveaux les plus bas atteints durant la pandémie, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu élevé, avec toutefois de grandes différences entre les groupes sur le marché du travail, ce qui a contribué aux déséquilibres du marché du travail, notamment dans les économies avancées. Le nombre moyen d'heures de travail est demeuré inférieur à son niveau de 2019, avant la pandémie, ce qui pèse sur le volume global de travail disponible et provoque des déséquilibres sur le marché du travail, en particulier dans les secteurs clés des économies avancées et de certaines économies émergentes. Bien que les déséquilibres se soient quelque peu atténués en 2023, il est à craindre qu'ils soient de nature structurelle plutôt que cyclique.

... bien que les salaires réels aient baissé et que la pauvreté au travail ait atteint un niveau plancher

Malgré la baisse du chômage et la croissance positive de l'emploi, les salaires réels ont diminué dans la majorité des pays du G20, puisque les augmentations salariales n'ont pas suivi le rythme de l'inflation. En 2023, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 2,15 dollars É.-U. par jour et par personne en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA)) a augmenté de près de 1 million dans le monde. Une tendance plus prononcée se dégage pour les

travailleurs modérément pauvres (gagnant moins de 3,65 dollars É.-U. par jour et par personne en termes de PPA), dont le nombre a augmenté de 8,4 millions en 2023. Une baisse n'a été observée que dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Du côté positif, les taux d'informalité sont revenus aux niveaux antérieurs à la pandémie, même si le nombre de travailleurs informels s'est élevé à 2 milliards en raison de l'augmentation de la main-d'œuvre mondiale.

Les conditions financières ont commencé à se détériorer, renforçant les fragilités

Derrière les tendances anodines des chiffres de l'emploi, une fragilité a commencé à émerger, qui risque de frapper en premier lieu les pays qui étaient déjà en difficulté avant la pandémie. Les pays en développement très endettés risquent tout particulièrement de se retrouver rapidement en situation de détresse financière à mesure que les conditions financières mondiales se resserrent,

ce qui aurait des répercussions importantes sur l'emploi, les conditions de travail et la croissance des salaires. Jusqu'à présent, ces problèmes sont restés localisés et n'ont eu que peu d'incidences régionales ou mondiales. Toutefois, si les tensions financières en venaient à toucher davantage de pays d'importance systémique, une nouvelle crise financière mondiale ne serait pas à exclure.

L'investissement est resté solide...

Les taux d'investissement se sont nettement redressés depuis le creux historique de la crise financière mondiale et ont continué à le faire tout au long de la pandémie. La hausse des coûts de financement et l'augmentation du niveau d'incertitude n'ont pas empêché un retour à une activité d'investissement plus importante, en particulier dans les pays européens. Grâce à la forte mise en valeur des produits de base, les pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré une nette accélération de l'investissement et

devraient maintenir les taux d'investissement à l'un des niveaux les plus élevés dans cette sous-région depuis plus de trente ans. En revanche, les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont enregistré un ralentissement modéré de l'investissement, mais en partant de niveaux très élevés. Dans l'ensemble, il faut s'attendre à une baisse temporaire de l'investissement, mais les taux d'investissement mondiaux devraient demeurer nettement supérieurs aux niveaux observés au cours des années 2010.

... mais la croissance de la productivité a continué à ralentir dans un contexte de pressions croissantes sur les prix

Après une brève poussée de croissance lorsque les pays se sont relevés de la pandémie, la productivité globale du travail a rapidement repris son faible rythme observé au cours de la décennie précédente. Ce ralentissement s'est produit malgré l'accélération apparente du progrès technologique, en particulier celui des

technologies numériques. À cet égard, la hausse de l'investissement dans de nombreux pays avancés et dans certains pays en développement ne semble pas avoir stimulé la croissance de la productivité, probablement en raison de la forte croissance de l'investissement dans les services à faible productivité et dans la construction.

Pendant les périodes de faible croissance de la productivité, le revenu disponible réel et les salaires réels sont souvent exposés aux variations brutales des prix. Étant donné que peu d'entreprises ont vu leurs bénéfices s'accroître, la plupart des travailleurs n'ont pas été en mesure de demander une augmentation plus importante de leur rémunération, et ils sont donc confrontés, ainsi que leurs ménages, à une érosion accélérée de leur revenu disponible réel. En outre, compte tenu de la grande hétérogénéité des rémunérations entre les secteurs, les inégalités de revenus au sein des pays se sont encore creusées. Les

responsables de la politique macroéconomique pourraient se réjouir de l'absence de spirale des salaires et des prix mais, dans un contexte de croissance déjà molle et de perte de revenus pendant la pandémie, une telle érosion du revenu disponible réel est de mauvais augure pour la demande globale et une reprise économique plus soutenue. Plus important encore, lorsque la demande faiblit, la croissance de la productivité en pâtit, car les entreprises ne parviennent pas à générer suffisamment de recettes pour investir dans les avancées technologiques les plus récentes et s'y adapter.

Les déséquilibres sur le marché du travail ont été aggravés par la faible croissance de la productivité et la baisse du nombre moyen d'heures travaillées...

Les inquiétudes concernant les pénuries de main-d'œuvre et de compétences sont restées au premier plan des préoccupations des décideurs politiques, du moins dans les économies avancées et dans certaines économies émergentes. Malgré un relèvement rapide des taux globaux d'activité, des secteurs employant des travailleurs essentiels ont éprouvé des difficultés à attirer la main-d'œuvre pour répondre à la demande croissante de soins, de transport et de travail dans le commerce de détail. Des pénuries persistantes ont également été observées dans d'autres secteurs tels que les activités de fabrication, la construction et les technologies de l'information et des communications (TIC). La pénurie de travailleurs essentiels s'explique en partie par les mauvaises conditions de travail dans ces secteurs, mais les employeurs ont du mal à offrir des salaires plus élevés en raison du ralentissement de la productivité. En outre, la restructuration de la demande entre les secteurs et une politique budgétaire favorable ont généré une surabondance de postes vacants dans certains secteurs, qu'il est difficile de pourvoir. Ce déséquilibre sectoriel a souvent été aggravé par une faible mobilité géographique, parce que les travailleurs souffrent d'un manque de logements abordables. Bien que ces pénuries semblent s'être atténuées grâce à des politiques macroéconomiques plus strictes, les déséquilibres du marché du travail persistent.

La remontée des taux d'activité aux niveaux antérieurs à la pandémie a été inégale et n'a pas profité de la même manière à tous les

groupes du marché du travail. Les taux d'activité des femmes se sont redressés plus rapidement que prévu, mais l'écart entre les hommes et les femmes reste important, en particulier dans les pays émergents et en développement. La situation des jeunes est la plus préoccupante. Bien que leur taux d'activité ait dépassé la tendance, une proportion démesurée des jeunes qui ont quitté le marché du travail ne suivent aucun type de formation et se heurtent toujours à des obstacles importants pour retrouver un emploi. Le taux de jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET») demeure élevé à tous les niveaux de revenus et en particulier chez les jeunes femmes, ce qui pose de sérieuses questions quant au lien à long terme des individus au marché du travail.

Bien que les individus soient retournés sur le marché du travail, ils ne travaillent généralement pas le même nombre d'heures qu'avant la pandémie. Dans tous les pays, quel que soit le niveau de revenu, le nombre moyen d'heures travaillées a moins augmenté que le nombre total d'heures travaillées. Certains secteurs à forte intensité de contact souffrent d'une grave pénurie de main-d'œuvre. Ces pénuries sont en partie liées aux problèmes de santé qui se sont accumulés au cours des trois dernières années. Le nombre de jours de congé de maladie a fortement augmenté par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie, ce qui indique que les effets du COVID-19 sur la santé des personnes persistent. Les mesures politiques visant à maintenir les travailleurs dans leur emploi,

quel que soit le nombre d'heures travaillées, ne sont levées que lentement et ont empêché une reprise plus rapide du nombre moyen d'heures travaillées. Enfin, l'augmentation de la part d'emploi à temps partiel contribue à des réductions à plus long terme du nombre moyen d'heures travaillées, car les salariés à temps partiel ont souvent du mal à retrouver un emploi à plein temps.

À mesure que l'économie continue de ralentir, une partie de ces pénuries de main-d'œuvre sera amortie par les entreprises qui ont moins de postes vacants. Néanmoins, comme la croissance de la productivité reste faible, les pénuries de main-d'œuvre risquent de persister. Dans les pays

où la population vieillit, les employeurs auront de plus en plus de mal à pourvoir leurs postes vacants malgré le ralentissement de la croissance. Comme les travailleurs plus âgés ont tendance à changer d'emploi moins fréquemment, le vieillissement de la population suppose qu'il y aura moins de personnes qui sautent d'un emploi à un autre et se retrouvent souvent parmi les candidats aux postes vacants. L'amélioration des conditions de travail et la hausse de la productivité pourraient contribuer à corriger certains de ces déséquilibres du marché du travail, de même qu'une répartition plus équitable des possibilités d'emploi dans les pays qui enregistrent un grave excès de main-d'œuvre.

... ce qui donne une idée des problèmes structurels qui nuisent à l'ajustement du marché du travail

Alors que les facteurs cycliques ayant une incidence sur les marchés du travail se sont lentement résorbés, les questions structurelles liées à l'ajustement des marchés du travail sont devenues plus pressantes. Les dispositifs de maintien dans l'emploi (tels que ceux mis en place dans de nombreuses économies avancées) se sont avérés essentiels pour éviter que les entreprises et les travailleurs ne perdent une expérience et des compétences précieuses. Ils ont toutefois dissuadé les travailleurs de se tourner rapidement vers de nouvelles possibilités d'emploi au début de la reprise. En outre, les tendances à long terme de la productivité et du vieillissement de la population dans les économies avancées et certaines économies émergentes ont retardé l'ajustement

nécessaire pour résorber les déséquilibres du marché du travail induits par la pandémie. Une main-d'œuvre qui est en moyenne plus âgée et moins mobile (en partie en raison des problèmes de logement décrits ci-dessus) aura moins de possibilités de changer d'emploi. Celles-ci pourraient tout simplement ne pas exister, en raison du ralentissement généralisé de la croissance de la productivité, ce qui réduira les possibilités de transition vers des emplois mieux rémunérés. Enfin, malgré les modestes améliorations enregistrées en 2023, les taux d'activité, tant pour les hommes que pour les femmes, devraient diminuer en 2024 et 2025 dans la plupart des groupes de revenus, suivant ainsi leur tendance à long terme.

L'accélération du progrès technologique met la résilience du marché du travail à l'épreuve

L'ajustement du marché du travail sera encore mis à l'épreuve par l'accélération des progrès technologiques. L'année 2023 a vu l'arrivée d'une nouvelle vague d'innovations numériques impliquant l'intelligence artificielle (IA) générative. Malgré cette avancée technologique apparente, les niveaux de vie et la croissance de la productivité ne se sont pas améliorés, ce qui donne une idée supplémentaire de la lenteur de l'ajustement du marché du travail. Le manque de compétences et les barrières à l'entrée érigées par les grands monopoles numériques pour les nouveaux

arrivants ont constitué des obstacles importants à une adoption plus rapide des technologies, en particulier dans les secteurs peu productifs et les pays en développement. Les inégalités géographiques risquent de se creuser, parce qu'un petit nombre de conglomérats continuent d'attirer la majorité des investissements dans le secteur numérique. De nombreux pays, y compris parmi ceux en développement, se sont dotés de politiques visant à encourager l'adoption de l'IA. Toutefois, dans le climat actuel de tensions géopolitiques, les transferts de technologies

semblent se heurter à des obstacles de plus en plus importants, ce qui entravera les stratégies des pays en développement visant à brûler les étapes pour exploiter les avantages de ces technologies numériques. Les initiatives de grande envergure en matière de compétences nécessitent d'importantes ressources budgétaires nationales, mais celles-ci ont été érodées par la pandémie, y

compris dans les économies avancées. Les pays aspirant à une transformation numérique plus rapide qui profitera à l'ensemble de la société auront besoin de nouvelles approches politiques, notamment d'un modèle de développement technologique plus proactif, par exemple grâce à une politique d'innovation ciblée et à la mobilisation de ressources par le biais de fonds souverains.

Les perspectives restent sombres face aux crises multiples qui nuisent à la justice sociale

Dans un avenir proche, la situation du marché du travail devrait se dégrader, bien que modérément. Les taux de chômage mondiaux augmenteront légèrement au cours de la période de prévision, principalement en raison d'une hausse dans les économies avancées. Le chômage devrait augmenter légèrement en 2024: en raison de la baisse des taux d'activité et du ralentissement de la croissance de l'emploi, 2 millions de travailleurs supplémentaires chercheront un emploi, ce qui fera passer le taux de chômage mondial de 5,1 pour cent en 2023 à 5,2 pour cent en 2024. Bien qu'il s'atténue, le déficit mondial d'emplois est resté élevé en 2023, s'établissant à plus de 434 millions. L'érosion des salaires réels et des niveaux de vie due à des taux d'inflation élevés et persistants et à la hausse du coût du logement ne sera probablement pas compensée rapidement. Le chômage des jeunes continue d'entraver l'accélération de l'ajustement structurel et du marché du travail, en particulier dans les pays où les taux de NEET sont élevés. Le fossé creusé par la pandémie doit être comblé rapidement par des initiatives ciblées en matière de compétences afin d'empêcher que la résilience de l'emploi ne s'effrite. Les taux d'informalité ne devraient pas s'améliorer davantage et environ 58 pour cent

de la main-d'œuvre mondiale sera encore employée de manière informelle en 2024. De même, la pauvreté des travailleurs devrait persister.

Des défis majeurs doivent être relevés rapidement pour accélérer le mouvement vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Le contexte actuel de tensions géopolitiques n'est guère favorable à une coordination internationale rapide et efficace pour relever les grands défis économiques, écologiques et sociaux. Les gouvernements doivent renforcer leur économie nationale par des initiatives visant à augmenter la croissance de la productivité et le niveau de vie. À cette fin, les gouvernements et les partenaires sociaux pourraient utiliser les instruments de coopération internationale existants afin d'encourager les initiatives régionales en matière de productivité, par exemple en renforçant les partenariats mondiaux liés aux compétences. Bien que les gouvernements aient repris les rênes de l'économie, leurs ressources ont fondu, en particulier dans les pays à faible revenu ou les pays à revenu intermédiaire. Les travaux actuels du G20 visant à favoriser la coopération internationale pour faire meilleur usage des fonds multilatéraux de développement devraient être encouragés et accélérés afin de soutenir les économies les plus fragiles.

Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

ilo.org

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse